

# [ FENÊTRES ] SUR COURS

  
SNUipp-FSU  
HEBDOMADAIRE  
N°364  
16 JANVIER 2012  
ISSN1241-0497

**31**  
JANVIER

## TEMPS FORT NATIONAL DE GRÈVES ET DE MANIFESTATIONS

Beaucoup de départements seront dans l'action le 31 janvier pour dénoncer le budget de la carte scolaire. Des manifestations auront lieu à Paris mais aussi en province. Convergeant avec l'appel du 2nd degré cette journée nationale sera un temps fort des mobilisations qui auront lieu dans tous les départements au cours du 1<sup>er</sup> trimestre.



PHOTOS ©BILAL/NAJA



« 101 grèves  
et manifestations  
pour l'école »

## L'école, au cœur de la tempête des suppressions de postes

✳ Faites mieux avec moins, encore et toujours : tel est le crédo du ministre

de l'éducation qui feint d'ignorer les conséquences désastreuses d'un budget calamiteux, tout particulièrement pour nos élèves les plus fragiles, pourtant de plus en plus nombreux, crise oblige... Exit les deux ans de l'école maternelle, remplacements sacrifiés, fin programmée des Rased... telles sont les conséquences d'un programme clairement défini pour supprimer 5 700 postes à la rentrée prochaine. Grand adepte des comparaisons internationales, le ministre néglige de dire qu'avec moins de six enseignants pour 100 écoliers, la France est pourtant bien mauvaise élève. L'aide aux élèves en difficulté sera la grande perdante, loin du fameux objectif de diminuer l'échec scolaire par trois au début du quinquennat. D'ores et déjà certains départements connaissent le nombre d'enseignants en moins pour septembre 2012. Budget, suppression de postes, formation, évaluations, carrières, salaires... Autant de raisons d'agir ! Avec 101 grèves et manifestations, le SNUipp lance un appel national pour l'avenir de l'école !

Le 31 janvier en sera un temps fort à Paris comme en province : de nombreux départements appelleront ce jour à l'action. Partout, tout au long des mois de janvier, février, soyons nombreux !

A la rentrée 2012, 5 700 postes d'enseignants seront purement et simplement supprimés dans l'école primaire, le SNUipp-FSU lance un appel national à 101 grèves et manifestations pour l'avenir de l'école dans les départements et demande l'arrêt des suppressions de postes.

# « 101 grèves et manifestations pour l'école »

A la rentrée 2012, 5 700 postes d'enseignants seront purement et simplement supprimés dans l'école primaire, le SNUipp-FSU lance un appel national à 101 grèves et manifestations pour l'avenir de l'école.

Bonne année 2012 ? Pas sûre que « bonne » soit le meilleur adjectif appliqué à l'éducation car dans les écoles la rentrée sera pire. Ce n'est pas une réaction aux vœux de Nicolas Sarkozy (lire page 4) mais le constat qu'on ne peut manquer de faire face aux déclinaisons départementales des coupes budgétaires. - 130 en Seine Maritime, - 120 en Moselle, - 54 dans le Finistère, - 80 à Paris des chiffres qui n'ont rien à voir avec les soldes mais tout à dire sur les difficultés qui s'annoncent dans les écoles.

A la rentrée 2012, 5 700 postes d'enseignants seront purement et simplement supprimés dans l'école primaire, alors que le ministre, lui-même, annonce que l'école devra scolariser 3 000 élèves supplémentaires. Depuis le 1<sup>er</sup> janvier, l'« *alarme sociale* » a retenti dans les départements. Les unes après les autres, les sections départementales du SNUipp ont déposé ce dispositif prévu par la loi avant tout conflit social pour contraindre les Inspecteurs d'académie à ouvrir des discussions sur les mesures de carte scolaire et faire entendre les besoins spécifiques des territoires et des enseignants qui y travaillent.



Le SNUipp-FSU a déjà enclenché la procédure d'alarme sociale dans les départements.

## Pour la suspension des suppressions de postes

Les prochaines semaines, les annonces des postes appelés à disparaître vont se faire : remplacements torpillés, moyens RASED dévastés, scolarisation des moins de trois ans asphyxiée, formation professionnelle liquidée. Le nombre d'élèves par classe va également augmenter. La qualité de vie et d'apprentissage des élèves va être touchée de plein fouet. La lutte contre l'échec scolaire et pour la réussite de tous les élèves sera de plus en plus difficile à mener. Ces mesures, s'additionnant aux précédentes suppressions subies depuis plusieurs années, seront dévastatrices pour l'école.

« L'austérité, ça suffit ! » écrit le SNUipp-FSU qui lance un appel à 101 grèves et manifestations pour l'avenir de l'école, au moment des annonces locales de suppressions de postes, qui se dérouleront tout au long du premier trimestre. Certaines actions sont d'ores et déjà engagées (lire ci-contre). Le 19 janvier, les enseignants de l'Aveyron sont appelés à faire grève par l'intersyndicale premier degré, dans l'Ain ce sera le 30 janvier... Des rassemblements avec les parents sont aussi prévus dans la Creuse, la Corrèze, en Seine-et-Marne... Le 31

janvier sera un temps fort national, passant par la grève partout où c'est possible. Des manifestations auront lieu à Paris et en province. En ce début d'année 2012, le SNUipp-FSU appelle à la mobilisation générale. Il demande la suspension des suppressions de postes et une politique ambitieuse pour l'école primaire.

## LE COLLECTIF DES 25\* SOUTIEN LES INITIATIVES LOCALES

« Le budget 2012, dans la suite négative des précédents budgets, placera l'Ecole publique sous tension. Des pans entiers du service public sont mis en difficulté. Pourtant, le gouvernement, en matière scolaire s'attribue des notes positives ». En ce début d'année, le collectif des 25 qui a lancé en octobre 2008 l'appel « Un pays, une école, notre avenir », a publié début janvier un communiqué critiquant vivement le budget 2012 de l'Education nationale. Il dénonce un « mauvais budget » et ses conséquences, « notamment sur les fermetures de classes ». Alors que les recteurs détailleront dans les prochains jours où ils entendent supprimer les 5 700 postes à la rentrée prochaine, les 25 estiment que « l'inquiétude est vive dans les écoles,

les collèges, les lycées, les universités comme elle l'est dans les mouvements d'éducation populaire menacés d'asphyxie ». C'est pourquoi, le collectif « appelle ses organisations membres à se réunir, à interpellier les pouvoirs publics, à rencontrer les élus, à mener le débat éducatif trop souvent réduit aujourd'hui à des formules sommaires et à des effets d'annonce et à mobiliser sous toutes ses formes pour dénoncer ce véritable plan de désengagement de l'Etat de son Ecole qui aura vu, en quatre ans, plus de 60 000 emplois supprimés dans l'éducation. Il soutiendra dans les semaines à venir, toutes les initiatives qui se prendront au plan local » comme celles du SNUipp-FSU.

\*AFL - Cé - CEMEA - CRAP-Cahiers pédagogiques - EEDF - FAEN - FCPE - FEP-CFDT - FEREC-CGT - FGPEP - FIDL - FOEVEN - Les FRANCS - FSU - GFEN - ICEM-pédagogie Freinet - JPA - La Ligue de l'Enseignement - Fédération Léo Lagrange - OCCE - SGEN-CFDT - SUD Education - UNEF - UNL - UNSA Education

### BRETAGNE

#### MOBILISATION POUR LA MATERNELLE

Le collectif « Maternelle en danger » qui regroupe des élus, des parents et des enseignants des départements bretons se mobilise, cette année encore, pour défendre l'école maternelle et notamment la scolarisation des enfants de moins de trois ans en Bretagne. Un rassemblement a eu lieu le mercredi 11 janvier

devant le rectorat à Rennes et il a été remis collectivement au Recteur les milliers de cartes postales pétitions signées par la population ainsi que 500 délibérations de diverses communes de la région réclamant la scolarisation des moins de trois ans. Alors même que 179 postes seront retirés à l'académie de Rennes à la rentrée 2012, dans un contexte de hausse démographique, l'école maternelle risque d'être touchée de plein fouet par

les suppressions de postes. Le collectif refuse que les enfants de moins de trois ans soient exclus du droit à la scolarisation et exige le maintien d'une école maternelle de qualité et de proximité.

### ÇA BOUGE DÉJÀ !

#### MOBILISATIONS DANS LES DÉPARTEMENTS CONTRE LA SUPPRESSION DE POSTES

**11 janvier** : Rassemblement dans le jour CTA en

Corrèze (19), dans la Creuse (23) et la Haute Vienne (87)

#### 18 janvier :

Rassemblement unitaire en Seine-et-Marne devant l'IA à midi (77)

**19 janvier** : Grève unitaire dans l'Aveyron (12)

**26 janvier** : manifestation avec les parents dans les Hautes Pyrénées (65)

**30 janvier** : Grève dans l'Allier (03).

Une grève et une manifestation sont prévues en Moselle le jour du CTP (non connu à ce jour)

# 31 JANVIER

## TEMPS FORT NATIONAL DE GRÈVES ET DE MANIFESTATIONS

Beaucoup de départements seront dans l'action le 31 janvier aux côtés du 2d degré pour dénoncer le budget de la carte scolaire. En effet, ce jour-là les professeurs des lycées et collèges sont appelés à manifester à Paris contre le projet d'évaluation, la dénaturation de leur métier et les suppressions de postes. Ce sera l'occasion de donner une dimension nationale aux différentes actions départementales. Des manifestations auront lieu à Paris mais aussi en province.

# Carte scolaire 2012

## Le ministère persiste et signe

RENTREE 2011

### ENFIN DES CHIFFRES

# 3367

emplois supprimés, 1442 classes fermées, 5 600 enseignants considérés comme en surnombre effacés : c'est le bilan qu'a dressé le ministère de la rentrée 2011\*. Ces chiffres confirment les calculs du SNUipp-FSU qui avait annoncé la fermeture de 1 500 classes. La France, avec un P/E (nombre d'enseignants pour 100 élèves) de 5,25 reste très en deçà des moyennes européennes.

Au delà de la brutalité des chiffres, ce bilan dessine le constat de la dégradation des conditions de scolarisation pour les élèves et des conditions de travail pour les enseignants. En 2011, le nombre d'élèves par classe a encore augmenté, la moyenne nationale se situant à 23,57 (22,6 en élémentaire et 25,83 en maternelle). Des moyennes tous types d'écoles confondues (ordinaire, RAR, RSS, en milieu urbain et rural...), qui masquent de très grandes disparités en fonction du lieu d'implantation des écoles.

En 2011, les écoles maternelles ont accueilli 4 805 élèves de plus alors même que la scolarisation des élèves de deux ans continuait sa chute vertigineuse. Ces derniers étaient 12 300 de moins qu'à la rentrée 2010 à être scolarisés et ils ne représentaient plus que 8,82% de leur classe d'âge (-1,5% en un an). La Seine Saint-Denis, dont la population cumule pourtant les difficultés, ne scolarise que 0,86% des enfants de deux ans. En élémentaire, le nombre d'élèves est en baisse de 10 757 (-6869 en France métropolitaine et -3888 dans les DOM) tout en augmentant dans l'ASH (+608).

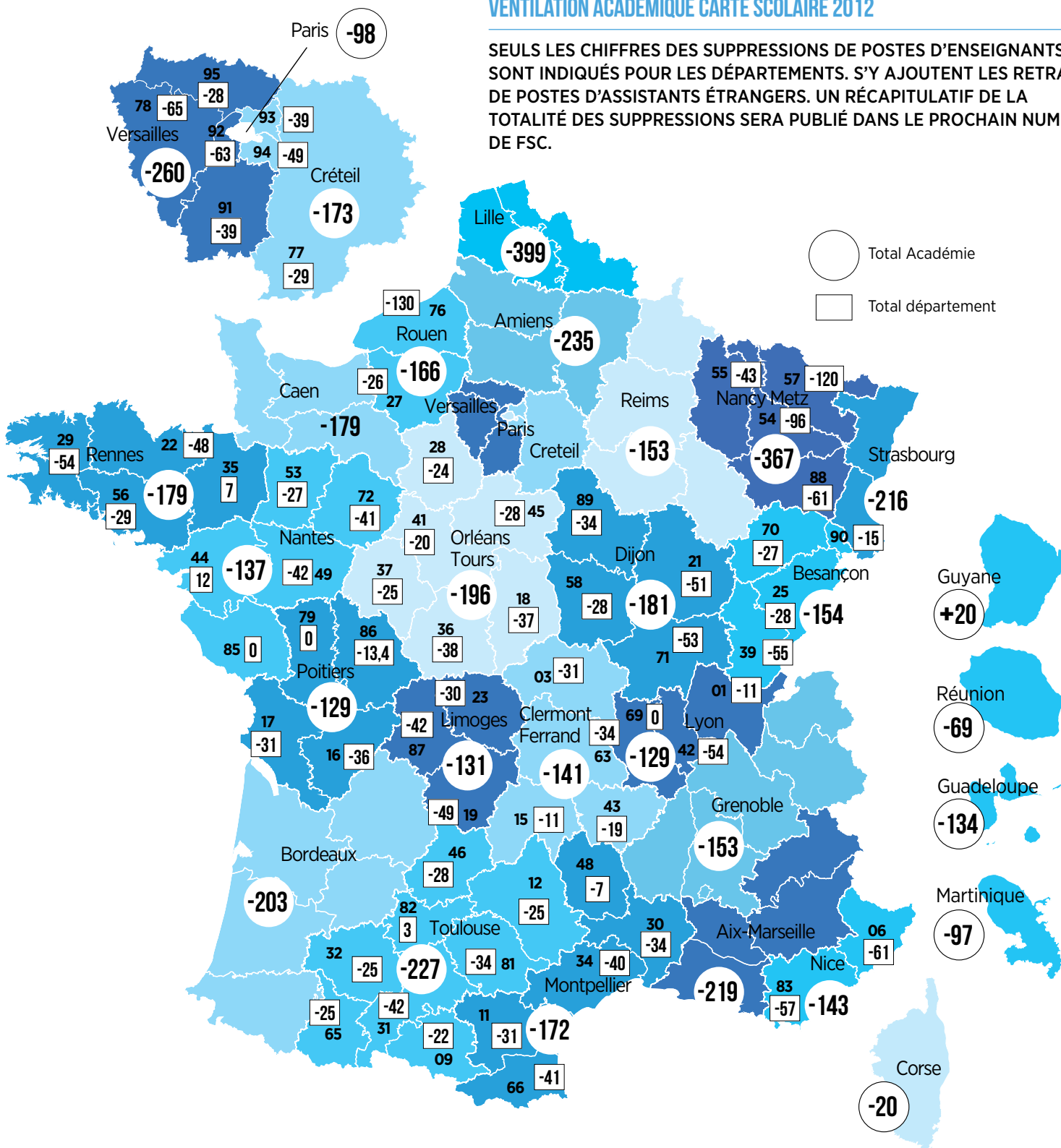
Les enseignants, quant à eux, étaient à 83,52% affectés devant des classes. Les « viviers » d'emplois hors classes à récupérer par le ministère se réduisant de plus en plus. Les RASED ont déjà largement fait les frais de la politique gouvernementale et ne comptaient après la rentrée 2011 plus que 12 594 enseignants avant de se retrouver à la rentrée 2012 une nouvelle fois dans le collimateur du ministère.

Par ailleurs, le nombre d'écoles publiques ne cesse de diminuer et a subi une baisse globale de 10,38% depuis 1999. Plus d'une commune sur trois n'a pas ou plus d'école publique : c'est 4 points de plus qu'en 1999 alors que 30,7% de la population vit en zone rurale, 12,6% en zone rurale isolée et que 42,8% de la population appartiennent à des catégories socioprofessionnelles défavorisées. La part du secteur privé n'a pas pour autant bougé et se situe, comme à la rentrée précédente, autour de 13,50%.

\* Chiffres tirés de « Éléments de bilan de la rentrée 2011, enseignement scolaire public du premier degré ». 2011-2012

#### VENTILATION ACADÉMIQUE CARTE SCOLAIRE 2012

SEULS LES CHIFFRES DES SUPPRESSIONS DE POSTES D'ENSEIGNANTS SONT INDICUÉS POUR LES DÉPARTEMENTS. S'Y AJOUTENT LES RETRAITS DE POSTES D'ASSISTANTS ÉTRANGERS. UN RÉCAPITULATIF DE LA TOTALITÉ DES SUPPRESSIONS SERA PUBLIÉ DANS LE PROCHAIN NUMÉRO DE FSC.



**A** lors que le bilan de la rentrée 2011 dressé par la DEGSCO confirme les analyses du SNUipp-FSU (lire ci-contre), le ministère persiste et signe en annonçant 5700 nouvelles suppressions de postes à la rentrée 2012. Un véritable « acharnement contre l'école primaire » qui avait déjà subi 3 367 suppressions de postes en 2011. Ce désinvestissement de l'Etat, qui risque d'entamer sérieusement la continuité du service public d'éducation, est d'autant plus inquiétant que la natalité est en hausse avec 828 000 naissances en 2010.

Alors que se profilent les premiers CTA (comités techniques académiques) qui annoncent la répartition département par département des suppressions de postes, certains départements connaissent d'ores et déjà le détail du nombre de postes sacrifiés

(voir notre carte). Si les leviers, annoncés dans les groupes de travail ou rencontres avec les IA, varient d'un département à l'autre, les premières tendances confirment les craintes du SNUipp-FSU : haro sur la scolarisation des 2 ans et suppressions massives des postes d'enseignants hors classe. Ainsi, les seuils en maternelle, les postes RASED, les assistants langues et intervenants extérieurs, les remplaçants, les décharges de formateurs et de direction ou les conseillers pédagogiques restent les principales variables d'ajustement.

Dans certaines académies, comme Toulouse ou Montpellier, l'objectif affiché est de ne maintenir qu'un seul RASED par circonscription. Dans d'autres, comme Lyon, le recteur a privilégié la suppression des postes d'assistants-langues ou d'intervenants extérieurs

(-64). Ailleurs, les rectorats suppriment davantage de postes d'enseignants, comme dans l'académie de Nancy-Metz qui paie le prix fort avec 320 postes d'enseignants en moins et 47 postes langues supprimés ou celle de Toulouse avec le retrait de 198 postes d'enseignants et 29 postes langues.

Une logique qui va à l'encontre des enjeux de réussite de tous les élèves et qui ne tient aucunement compte de l'évolution des effectifs. Dans l'académie de Rennes, la baisse de la scolarisation des 2-3 ans est utilisée comme un argument démographique, en contradiction avec les chiffres de l'Insee, et l'académie de Versailles, qui accueillera 3728 élèves supplémentaires à la rentrée 2012, perd 195 postes d'enseignant. Un comble quand l'OCDE pointe la faiblesse du taux d'encadrement du premier degré.

# Education : les derniers vœux de Sarkozy

Si Nicolas Sarkozy a choisi le Futuroscope pour formuler ses vœux à la communauté éducative le 5 janvier dernier, il n'a pas éclairci l'avenir des élèves et des enseignants. Visiblement satisfait de son action, il a ébauché son programme pour l'après 2012 tout au long d'un discours à la tonalité électoraliste. Le chef de l'Etat persiste et signe tournant le dos à l'école de la réussite de tous.

## Excellence, justice, unité ?

Certes en évoquant « l'excellence, la justice et l'unité », le Président fixe-t-il des objectifs louables à un système éducatif qui « doit permettre à la France de reprendre son destin en main ». Mais la réalité rattrape les paroles. Le quinquennat du président sortant est celui du constat largement partagé d'une école impuissante à corriger les inégalités sociales, mal placée dans les comparaisons internationales. En avançant les progrès constatés aux résultats des évaluations nationales largement contestées, Nicolas Sarkozy omet soigneusement de mentionner les attaques en règle portées contre l'école primaire : scolarisation des moins de trois ans en chute libre, démantèlement de l'aide aux élèves en difficulté, réduction du

temps d'enseignement pour les élèves, nouveaux programmes alourdis et rétrogrades...

## Une école du chacun pour soi

C'est maintenant le second degré qui fait l'objet de toutes les attentions du Président : Il veut développer l'autonomie des établissements, élargir les missions des enseignants, mettre fin au collège unique et valoriser l'alternance au lycée. De nouvelles cartes qui dessinent les contours d'une école du chacun pour soi dont

« A haut risque », c'est l'évaluation faite par les enseignants de la politique de Luc Chatel qu'ils ont envoyé à Nicolas Sarkozy !

« la première mission est de préparer à la vie active » et qui oriente très tôt les élèves en difficulté vers des filières professionnelles. Quant à la revalorisation des enseignants promise depuis cinq ans, elle ne pourra se concrétiser que si « on n'augmente pas leur nombre ». La majorité d'entre eux, qui voit son pouvoir d'achat diminuer alors même qu'on supprime des postes, appréciera.



A l'heure des vœux ministériels, le bilan de l'actuel gouvernement en terme d'éducation est lourd de conséquences. Petits florilèges des états de service du ministère depuis 5 ans :

## FORMATION

### TOUT EST À REFAIRE !

La réforme phare du gouvernement confirme après deux ans d'existence les critiques unanimes. La formation professionnelle est réduite à un minimum, laissant les jeunes enseignants devant des difficultés auxquelles ils n'ont pas de réponse. L'année de stagiaire ne leur permet pas d'entrer dans le métier de manière progressive. Les deux années de masterisation qui conjuguent diplôme universitaire et concours ressemblent trop souvent à un parcours du combattant. Le gouvernement semble avoir oublié qu'enseigner, ça s'apprend !

## EDUCATION PRIORITAIRE

### L'ABANDON

Les mots « éducation prioritaire » ont disparu des textes ministériels. Les « Réseaux ambition réussite » sont apparus puis l'acronyme ECLAIR se rapportant à des territoires bien plus réduits. La relance des ZEP n'a jamais vu le jour. Pire, des réseaux où les postes surnuméraires, et le travail d'équipe avaient permis une dynamique pédagogique ont été abandonnés. Dans les ECLAIR, le possible recrutement par le chef d'établissement des professeurs de collège ouvre la voie à la déréglementation.

## MATERNELLE

### PLUS D'ÉCOLE À 2 ANS

Les 2 ans ne sont pratiquement plus inscrits dans les écoles. Les effectifs scolarisés n'en finissent pas de se réduire. La seule logique comptable est de mise. Le gouvernement a rendu impossible la scolarisation des moins de 3 ans dans les écoles hors ZEP et hors des Zones de développement rural (ZDR). En dix ans, le taux de scolarisation est tombé de 34,5% à moins de 10% à cette rentrée.

## RÉSEAUX

### OÙ SONT PASSÉS LES RASED ?

L'élection de Nicolas Sarkozy a sonné l'hallali des RASED. A la rentrée 2007, les enseignants spécialisés E et G et les psychologues des écoles composant les RASED étaient au nombre de 15 028. A la rentrée 2011, ils ne sont plus que 12 584. Ce sont les postes E et G qui ont été les plus touchés. Cette année devrait encore marquer un pas vers la réduction de ce dispositif.

## RECTORAT

# NOUVELLE GOUVERNANCE ACADÉMIQUE : MOINS DE PROXIMITÉ

Le décret relatif à la nouvelle organisation académique vient d'être publié au JO le 6 janvier dernier. Il « réforme l'organisation des services académiques et départementaux de l'éducation nationale » et « crée un comité de direction de l'académie, composé du recteur et de ses adjoints, le secrétaire général d'académie et les IA-DSDEN, qui prennent le titre de DA-SEN ». Cette réforme vise à optimiser un pilotage des actions éducatives sur la base des « performances scolaires », elle élargit les prérogatives du recteur dont les compétences sont étendues au premier degré. Expérimentée depuis l'an dernier dans sept académies, cette organisation montre déjà ses limites : en concentrant la gestion de certains dossiers relatifs aux personnels de l'académie dans un département (retraites, frais de déplacements...), elle met à mal la proximité nécessaire avec les administrés ; en restreignant la marge de manoeuvre des inspecteurs d'académie placés directement sous l'autorité du recteur. Elle met en péril la prise en compte des spécificités départementales, éloigne les instances de décision des usagers, des collectivités locales, minore le contrôle exercé par les commissions paritaires. Cette logique vise à privilégier uniquement trois échelons administratifs : l'établissement, le rectorat et le ministère. Elle favorise de fait une gestion autoritaire des moyens du système éducatif centralisée au niveau académique. Le rôle central dévolu aux recteurs, nommés directement par le ministère et révocables par lui facilite l'application d'une politique éducative fondée sur le pilotage par les résultats et les économies budgétaires. La récente mise en place d'une prime attribuée aux recteurs méritants en fournit une illustration éclairante.



Hebdomadaire du syndicat national unitaire des instituteurs, professeurs des écoles et PEGC  
128 boulevard Blanqui 75013 Paris  
Tél. : 01 44 08 69 30  
E-mail : fsc@snuipp.fr

Directeur de la publication : Sébastien Sihr  
Rédaction : Marianne Baby, Ginette Bret, Lydie Buguet, Judith Fouillard, Claude Gautheron, Pierre Magnosto, Vincent Martinez, Philippe Miquel, Jacques Mucchielli, Catherine Saulais, Sébastien Sihr.  
Conception graphique : Acte Là !

Impression : SIEP Bois-le-Roi  
Régie publicité : Mistral Media  
365 rue Vaugirard 75015 Paris  
Tél. : 01 40 02 99 00  
Prix du numéro : 1 euro Abonnement : 23 euros  
ISSN 1241 0497 / CPPAP 0415 S 07284  
Adhérent du syndicat de la presse sociale